



COMMUNIQUE AUX MEDIAS DU 12 AOÛT 2020

Le Conseil fédéral met en consultation un faible contre-projet direct à l'initiative populaire contre l'élevage intensif

Le Conseil fédéral a mis ce jour en consultation son contre-projet direct à l'initiative populaire « Non à l'élevage intensif en Suisse ». L'association « Oui à l'initiative contre l'élevage intensif » se réjouit de cette direction progressiste, mais critique la formulation édulcorée de la proposition et l'absence de restriction aux importations.

Il est urgent d'agir dans le domaine de l'élevage suisse. L'idylle présentée par la publicité pour la viande diffère largement de la réalité dans de nombreuses étables. C'est la raison pour laquelle l'initiative populaire « Non à l'élevage intensif en Suisse (initiative contre l'élevage intensif) » a été lancée en 2018. L'association « Oui à l'initiative contre l'élevage intensif » se réjouit que le Conseil fédéral partage les valeurs défendues par l'initiative. Le contre-projet présenté aujourd'hui, mis en consultation par le Conseil fédéral, vise à améliorer les normes de protection des animaux de rente en Suisse, et prévoit notamment d'inscrire dans la Constitution des critères d'hébergement respectueux des animaux, de sorties régulières et d'abattages opérés dans les règles de l'art.

Le contre-projet constitue un signal fort en faveur d'un élevage axé davantage sur le bien-être de l'animal, et moins sur une production efficace et la maximisation du profit. Cela étant, l'association va examiner en détail cette proposition. En particulier, alors que le Conseil fédéral émet des réserves quant à l'adoption de normes plus strictes en matière d'importations, il s'agit d'une préoccupation centrale du comité d'initiative. Le bien-être des animaux exige de bonnes conditions d'élevage, en Suisse comme à l'étranger. Autoriser l'importation de produits ne répondant pas aux critères suisses de bien-être animal reviendrait à favoriser les entreprises étrangères, et à désavantager les agriculteurs suisses. Cela ne va absolument pas dans le sens de l'initiative.

L'initiative contre l'élevage intensif vise l'adoption de standards élevés en matière d'élevage d'animaux de rente, ainsi que des contrôles stricts, mais également à assurer un revenu adéquat aux agriculteurs respectueux des animaux. « Notre préoccupation principale est que les produits étrangers remplissent également les conditions requises par l'initiative », indique Meret Schneider, co-initiatrice de l'initiative et Conseillère nationale des Verts (ZH). « Si nous élevons les normes en Suisse, sans adopter les mêmes exigences pour les produits importés, nous ne rendons pas service aux animaux. Nous externalisons tout simplement la cruauté envers eux et nuisons à nos agriculteurs suisses en important de la viande bon marché. L'initiative exige que la part du gâteau soit égale pour tous ».

L'association se réjouit tout de même du contre-projet préparé par le Conseil fédéral. Elle est convaincue qu'il peut être considérablement amélioré dans le cadre du processus parlementaire. Outre les dispositions relatives aux importations, il est également impératif de limiter le nombre maximal d'animaux par étable, conformément aux besoins spécifiques des différentes espèces animales. Pour Vera Weber, présidente de la Fondation Franz Weber, le contre-projet présenté aujourd'hui n'est pas une surprise, mais plutôt la preuve que le Conseil fédéral sait reconnaître les signes de notre époque : « Nous voyons dans notre travail quotidien que la question du bien-être animal est dans la peau des gens. Il est grand temps d'obtenir des résultats politiques. L'initiative contre l'élevage intensif répond à une préoccupation générale de la population ».

L'association « Oui à l'initiative contre l'élevage intensif » demande aux participants à la consultation, au Conseil fédéral et plus tard également au Parlement, de prendre cette préoccupation au sérieux. Elle se réjouit également d'assister aux débats qui auront lieu au sein des Chambres fédérales, car l'initiative récolte la sympathie de nombreux parlementaires.

Contacts de l'association « Oui à initiative contre l'élevage intensif »

Vera Weber, présidente de la Fondation Franz Weber, veraweber@ffw.ch, 079 210 54 04

Meret Schneider, co-directrice de projet de Sentience Politics, Conseillère nationale Verte (ZH), meret.schneider@parl.ch, 079 173 30

Anna Zangger, avocate, anna.zangger@terravocats.ch, 076 306 48 59